

## Pierre Khalfa : "C'est une véritable cure d'austérité que le gouvernement prépare"

**Le coprésident de la fondation Copernic, qui a signé un rapport intitulé « En finir avec la compétitivité » (ci-dessous), réagit aux mesures annoncées par le gouvernement qui reprend pour l'essentiel les préconisations du rapport Gallois.**

**Quelle est votre appréciation globale des mesures annoncées par le gouvernement ?**

**Pierre Khalfa.** Le gouvernement reprend pour l'essentiel les préconisations du rapport Gallois, qui lui-même reprenait principalement les exigences du patronat.

**Quel regard portez-vous sur le transfert annoncé d'une partie de la fiscalité des entreprises vers les ménages ?**

**Pierre Khalfa.** Le rapport Gallois préconisait un transfert direct des cotisations patronales sur les ménages, les mesures du gouvernement prévoient un transfert indirect par le biais d'un crédit d'impôt. C'est un cadeau au patronat de 20 milliards d'euros. L'augmentation de la TVA qui en finance une partie est particulièrement injuste puisqu'elle touche de manière disproportionnée les classes populaires, qui consomment l'essentiel de leur revenu. Il s'agit d'un retour de la TVA sociale de Nicolas Sarkozy, que François Hollande avait condamnée et que son gouvernement a abrogée. C'est un reniement majeur. De surcroît, les ménages payeront deux fois. Car une nouvelle baisse des dépenses publiques de 10 milliards d'euros est également prévue. Elle s'ajoute à celles déjà programmées d'ici à 2017. C'est une véritable cure d'austérité que le gouvernement prépare.

**Cette mesure est-elle de nature à permettre la relance de l'économie ?**

**Pierre Khalfa.** Alors que l'économie stagne, que l'investissement des entreprises est au plus bas, couper dans les dépenses publiques et réduire la consommation des ménages, en augmentant la TVA, ne peut qu'entraîner la France dans une logique récessive qui enfoncera le pays dans la crise. Les allègements de cotisations sociales représentent déjà plus de 30 milliards d'euros en contrepartie desquels le patronat s'était engagé à embaucher. Résultat : un simple effet d'aubaine. Même la Cour des comptes a indiqué que l'effet sur l'emploi est incertain.

**Ces mesures visent la réduction du « coût du travail ». Est-ce le véritable problème ?**

**Pierre Khalfa.** En France, le coût du travail dans l'industrie est inférieur à celui de l'Allemagne. Mais le coût du capital n'est jamais abordé. Les dividendes versés aux actionnaires en 2010 représentaient 9% de la valeur ajoutée des sociétés non financières, contre 5,6% en 1999. Il faut s'attaquer à la financiarisation des entreprises. Leurs dépenses en recherche et développement, par exemple, sont passées de 44% des dividendes en 1992 à 29% aujourd'hui. Il existe de multiples solutions pour bloquer cette financiarisation, comme limiter le montant des dividendes versés aux actionnaires.

**Vous avez signé un rapport intitulé « En finir avec la compétitivité » (1). En quoi cette notion, sur laquelle prend appui le gouvernement, vous paraît-elle nuisible ?**

**Pierre Khalfa.** L'objectif de la compétitivité est de réduire la masse salariale, et donc la demande intérieure, pour exporter et gagner des parts de marché contre ses voisins. Or aujourd'hui les économies de l'Union européenne sont totalement intégrées et les excédents commerciaux des uns sont les déficits des autres. Croire que l'on peut transformer tous ces pays en exportateurs sur le modèle allemand est une illusion dont la conséquence, avec la réduction de la demande interne, est un effet récessif global. Cette notion est mortifère : elle favorise la concurrence de tous contre tous et la guerre économique permanente au lieu d'un modèle de développement basé sur la coopération, sur la satisfaction des besoins sociaux et sur la transition écologique.

- **Le rapport intitulé " En finir avec la compétitivité" (Attac/Fondation Copernic)**